



## Communications

Le groupe Communications de Stikeman Elliott offre des conseils juridiques et stratégiques sur les enjeux les plus importants dans le secteur des communications hautement réglementé du Canada. En nous appuyant sur notre expérience approfondie des secteurs publics et privés, et grâce à l'ancien conseiller juridique du CRTC, nous naviguons efficacement dans des climats juridiques complexes et en constante évolution. Ainsi, les clients réussissent à obtenir des approbations réglementaires dans le cadre de transactions où ils font face à une observation minutieuse en matière de la concurrence, de concentration de la propriété et d'autres questions délicates.

Notre équipe a un solide bilan de réussite pour le compte de nos clients qui comprennent des diffuseurs de nouveaux médias et des entreprises de divertissement, des créateurs et des fournisseurs de contenu, ainsi que des investisseurs privés dans le secteur. Les clients comptent sur notre équipe de communications pour fournir des conseils stratégiques axés sur les affaires en lien aux différends en matière de licences, de politiques et de concurrence. Nous offrons également des conseils et de l'assistance pour tous les éléments des Règles sur les télécommunications non sollicitées, incluant la Liste nationale de numéros de télécommunication exclus et les restrictions sur les appareils de composition automatique.

Nous défendons fermement les intérêts de nos clients devant le CRTC, Innovation, Sciences et Développement économique (ISDE) Canada (anciennement Industrie Canada), la Cour d'appel fédérale, le commissaire à la protection de la vie privée du Canada, les comités parlementaires et groupes de travail. Le groupe Communications a également représenté des organismes de réglementation comme le CRTC sur le développement de questions importantes de politiques.

### Notre expertise

- Autorisations, licences et enregistrement
- Conformité en matière de télémarketing
- Exigences en matière de propriété canadienne
- Fabrications et importation de matériel électronique
- Licences et normes pour la radio et les appareils sans fil
- *Loi canadienne anti-pourriel*
- *Loi sur la radiocommunication*
- *Loi sur la radiodiffusion*
- *Loi sur les systèmes de télédétection spatiale*
- *Loi sur les télécommunications*
- Révision de politique

### Distinctions

- Opération de technologies de communications et télécommunications mondiale de l'année et Opération commerciale mondiale de l'année - Gala *M&A Atlas Awards 2018*

- Cabinet en droit des sociétés canadien de l'année - *Chambers Canada Awards 2017*
- *Chambers Canada 2021* en télécommunications, médias et diffusion
- *Chambers Global 2020* en télécommunications, médias et diffusion
- *The Canadian Legal Lexpert Directory 2020* en télécommunications
- *The Legal 500 Canada 2020* en télécommunications

## Mandats récents

- Ericsson, à titre de conseillers juridiques canadiens, dans son acquisition de CENX Inc. et sa division canadienne CENX Canada Inc.
- Cogeco Communications inc. dans le placement en actions par la Caisse de dépôt et placement du Québec auprès de Cogeco en vue du financement de 1,4 milliard de dollars américains de l'acquisition par Atlantic Broadband (filiale de Cogeco Communications) de tous les systèmes de câblodistribution d'Harron Communications, L.P., exploitant leurs activités sous la marque MetroCast.
- Sirius XM Canada Holdings Inc., société mère de Sirius XM Canada Inc., dans la restructuration de son capital par voie d'une opération de fermeture.
- Diverses entreprises soumises à une enquête du CRTC, sur des allégations de violations des Règles sur les télécommunications non sollicitées.
- Vector Capital, dans son projet d'acquisition de Sandvine Corporation, un concepteur de solutions de contrôle de politiques de réseau pour les fournisseurs de services de communications à la grandeur de la planète situé à Waterloo, en Ontario, pour la somme de 483 millions de dollars canadiens.
- Manitoba Telecom Services Inc., dans l'acquisition par BCE Inc. de toutes ses actions émises et en circulation par voie de plan d'arrangement, pour la somme approximative de 3,9 milliards de dollars canadiens, et dans l'obtention des approbations réglementaires auprès du CRTC.
- Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, dans son acquisition de tous les actifs d'Oriole Media Corp qui exploite ses activités sous le nom de Juice Mobile, pour la somme de 35 millions de dollars canadiens.
- Primus Telecommunications Canada Inc., dans la vente de presque tous ses actifs et de ceux de ses filiales américaines, Primus Telecommunications, Inc. et Lingo, Inc. à Birch Communications, Inc. pour un prix d'achat de base de 44 millions de dollars canadiens, et dans sa demande subséquente de protection aux termes de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (Canada)*.
- Juniper Networks, Inc., dans son acquisition de BTI Systems Inc. par voie de plan d'arrangement.
- TELUS Corporation dans l'acquisition, par Baring Private Equity Asia, d'une participation de 35 % dans TELUS International (Cda) Inc.
- MNSi Telecom, relativement à son acquisition de Nexicom Inc., de Nexicom Systems Inc. et d'une participation d'un tiers dans Trio Networks Inc.

- Le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario, dans la vente pour la somme de 1,3 milliard de dollars canadiens de sa participation majoritaire dans Maple Leaf Sports and Entertainment à Rogers Communications et à BCE Inc.
- Audax Group, à titre de conseillers juridiques canadiens, dans la vente de Chesapeake IRB à Linden Capital Partners.
- Transcontinental Inc., dans la vente de ses revues de consommateurs et de ses sites Web, ainsi que toutes les plateformes connexes, à Groupe TVA inc., pour un prix d'achat de 55,5 millions de dollars canadiens.
- *Voltage Pictures LLC c. Untel et Unetelle* – représentation de TekSavvy Solutions Inc. dans le cadre de sa défense dans une poursuite intentée par la société cinématographique américaine Voltage Pictures pour la production de renseignements personnels sur les abonnés associés à plus de 2 000 adresses IP soupçonnés de partage de fichiers de poste à poste.
- BCE Inc., société mère de Bell Canada, dans son placement d'actions ordinaires par convention de prise ferme, par voie de prospectus simplifié dans toutes les provinces du Canada, et au moyen d'un placement privé aux États-Unis et à l'échelle internationale, pour des produits bruts de 863 millions de dollars canadiens.
- Cogeco Diffusion Inc. et RNC Media inc. dans un appel interjeté devant la Cour d'appel du Québec qui, dans une décision unanime, a confirmé un jugement rendu par la Cour supérieure du Québec, rejetant la poursuite intentée par Roch Guimont pour propos diffamatoires tenus par les stations de radio de Québec FM 93 (Cogeco) et CHOI-FM, Radio X (RNC Media).